

**ON N'A
QU'UNE
PLANÈTE**

GREENPEACE

**rapport annuel
jahresbericht**

2010

www.greenpeace.lu

GREENPEACE

FONDATION GREENPEACE LUXEMBOURG

„Partenariat pour le climat et l'environnement“	3
L'affaire Sotel	4
Agrokraftstoffe: Gefahr für Klimaschutz und Artenvielfalt	5
Victoire sur «Amflora»	6
« 1 million de voix pour un avenir sans OGM »	6
Mon menu, je le veux sans OGM!	7
L'activisme n'est pas un crime!	8
Nucléaire – un an de controverses	9
Ozeane – der Kampf gegen die leeren Meere	9
Umweltgifte – Folgen der Verantwortungslosigkeit	10
Forêts – des avancées face à la destruction	10
Finances 2010	11
Perspective 2011 / Ausblick 2011	12

Ça suffit!

Pas besoin d'avoir observé les oracles, 2010 a été une année catastrophique pour l'environnement, pour le climat, pour l'humanité et pour l'avenir de nos enfants. Et non, je ne suis pas pessimiste. Non, je ne suis pas catastrophiste, n'en déplaise à certains. Non, je ne suis pas alarmiste à dessein. J'essaie tout simplement de me tenir informé sur la marche de notre planète. J'essaie avec conviction d'apporter ma voix à côté de toutes celles qui aimeraient que le fonctionnement de notre monde soit plus juste, plus éthique, plus sain et plus durable.



© Hebting/Greenpeace

Depuis une trentaine d'années, les scientifiques publient rapports après rapports, dans lesquels, ils mesurent une dégradation sensible de notre environnement, une érosion rapide de la biodiversité, un dérèglement climatique qui s'accélère. Et malgré ces milliers de pages qui décrivent très clairement la gravité de la situation, j'ai le sentiment que rien ne bouge vraiment.

Certes, des décisions sont prises là-bas, ailleurs et ici. Certes, il y a eu des conférences internationales sur la biodiversité et sur le climat. Mais, toutes les deux secondes, l'équivalent de la surface d'un terrain de football de forêt continue de disparaître. Les émissions de gaz à effets de serre ont progressé de 3% en 2010 et la concentration atmosphérique du CO₂ devrait dépasser les 390 ppm fin décembre. Et les océans continuent de souffrir de la pollution et de la surexploitation.

Franchement, le monde que nous sommes en train de laisser à nos enfants et à nos petits enfants commence à ressembler de plus en plus à un tas de débris abandonné dans le désert. C'est inacceptable. Nous ne pouvons tout simplement pas accepter cet état de fait. D'abord, parce que nous sommes au courant de ce qui est en train de se passer et ensuite parce que des solutions existent. Mais, jusqu'à présent, les décideurs politiques, financiers et industriels refusent de les mettre en œuvre.

Avec Greenpeace, vous avez la possibilité de dire: « Ça suffit! »

En 2010, nous avons concentré nos efforts sur la protection du climat partout dans le monde, la protection des forêts tropicales au Brésil, en Afrique et en Asie du Sud-Est, sur la lutte contre la surpêche et la protection d'espèces marines menacées comme le thon rouge et les baleines, nous avons maintenu la pression sur l'industrie de l'électronique et combattu l'industrie du nucléaire. Nous avons continué à publier des rapports, rencontré des politiques, des industriels, des élus. Nos campagnes, nos actions et votre soutien, nous ont permis d'obtenir de nouvelles victoires pour préserver notre planète.

Au Luxembourg, nous avons continué à dénoncer le scandale de la ligne haute tension de Sotel et Arcelor-Mittal, nous avons obtenu le droit de nous opposer en justice aux décisions ministérielles et administratives, nous avons favorisé l'opposition du Luxembourg aux OGM, fait avancer la jurisprudence sur l'accès aux informations environnementales, participé activement au partenariat pour le climat et l'environnement, rencontré des étudiants, des jeunes, des partis politiques, des élus, industriels, poussé le Luxembourg dans la bonne direction.

Alors, en 2011, grâce à vous nous agissons sans relâche, avec courage, détermination et audace pour de nouvelles victoires!

Paul Delaunoy, Directeur, Greenpeace Luxembourg

„Partenariat pour le climat et l'environnement“:

Spagat zwischen kohärenter Klimaschutz-Strategie und kurzfristiger Klimaschutz-Kosmetik

Das Jahr 2011 begann mit einem außergewöhnlichen Ereignis für „Votum Klima“: Ende Januar wurde das Bündnis aus 30 Umwelt-, Entwicklungs- und im sozialen Bereich tätigen Organisationen im Rahmen der Verleihung des „Präis Hëllef fir d'Natur 2010“ für sein Engagement gewürdigt.

Ohne Frage ist es der Verdienst von Votum Klima, dass der Klimaschutz zu einer Priorität der Luxemburger Regierung erhoben wurde. 2010 nahm das „Klimapartnerschaft“ mit Vertretern aus Regierung, Wirtschaft, Gemeinden, Gewerkschaften und Nichtregierungsorganisationen seine Arbeit auf, um gemeinsam über die zukünftige Klima- und Energiepolitik des Landes zu beraten. Mehrere Arbeitsgruppen zu den Themen Bauwesen, Transport und Energie wurden ins Leben gerufen, welche die Defizite der aktuellen Situation erörtern und konkrete Lösungen vorschlagen sollten. Eine vierte Ar-



© Deflorenne/Greenpeace

Martina Holbach, Koordinatorin von Votum Klima bei der Überreichung der „Mention Präs Hëllef fir d'Natur 2010“ am 24. Januar 2011 im Naturmuseum.



Il apparaît de plus en plus évident que dans la phase actuelle, le «Partenariat pour le Climat» n'aboutisse pas à définir une politique climatique qui corresponde aux exigences scientifiques. Mais le «Partenariat pour le Climat» a le potentiel de résoudre les questions fondamentales que posent une refonte de la politique climatique et énergétique au Luxembourg en vue de trouver un consensus sociétale. Si le gouvernement veut rester crédible dans le dossier climat, il doit rapidement accorder un tel mandat au «Partenariat pour le Climat».

Martina Holbach, Chargée de campagne Energie et Climat, Greenpeace Luxembourg

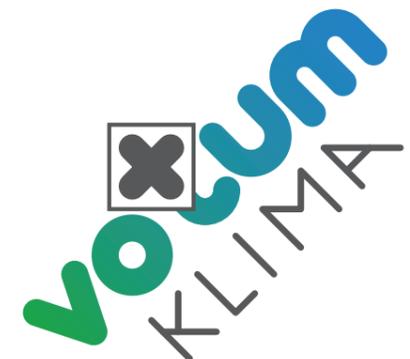
aus Sicht der Wissenschaft erforderlich ist, um den gefährlichen Klimawandel zu verhindern und welche notwendig wäre, um Luxemburg auf eine Zukunft ohne fossile Energien vorzubereiten?

beitsgruppe befasste sich mit der Frage, wie sich Luxemburg auf den bevorstehenden Klimawandel vorbereiten soll. Bis Mitte 2011 soll ein „2. Aktionsplan CO₂“ mit konkreten Maßnahmen fertig gestellt und auf dem Instanzenweg verabschiedet werden.

Schon jetzt zeichnet sich ab, dass das Klimapartnerschaft nicht die Klimapolitik beschließen wird, die die Nichtregierungsorganisationen gefordert hatten. Grundlegende Fragen bleiben ungelöst: Wie wollen wir mit dem Tanktourismus umgehen? Wie viel CO₂ wollen wir im Inland reduzieren und in welchen Sektoren? Wollen wir auch weiterhin lieber Verschmutzungsrechte im Ausland kaufen, anstatt das Geld hierzulande einzusetzen? Wie können wir Klimaschutzmaßnahmen sozialverträglich gestalten?

Die Regierung muss sich jetzt entscheiden: will sie sich mit einigen wenigen klimapolitischen „Kosmetik“-Maßnahmen zufrieden geben, oder wird sie den Mut haben, eine Klimaschutzstrategie anzustreben, die im Einklang mit dem steht, was

Das Klimapartnerschaft hat das Potential, diese Fragen mit Hinblick auf einen gesellschaftlichen Konsens zu lösen. Ein dementsprechendes Mandat der Regierung an das Klimapartnerschaft ist unerlässlich, will die Regierung in Sachen Klimaschutz glaubwürdig sein. Und damit ein „Votum Klima 2.0“ nicht erforderlich wird!



© Greenpeace

Mehr als zehntausend Menschen trotzten im Juni 2010 dem nassen Wetter, um sich im Stadtzentrum von Toronto zu versammeln und zum G20-Gipfel zu marschieren. Im Bild Einer der mehreren Hundert Greenpeace Aktivisten, Unterstützer und Mitarbeiter, die an der Demonstration teilnahmen. Auf dem Schild steht folgende Botschaft an die Entscheidungsträger zu lesen: „Wir haben nur einen Planeten“.

L'affaire Sotel

L'affaire Sotel nous a accompagnée pendant toute l'année 2010. Les travaux illégaux, les déboisements sans autorisation, les dangers pour les riverains et le non-respect de la zone spéciale de protection nous ont obligés à nous opposer contre la construction illégale de cette ligne à haute tension.

Au début de l'année 2010 le recours contre l'autorisation ministérielle introduit par Greenpeace fin 2008 est rejeté pour défaut d'intérêt à agir. Les travaux de construction débutent dans la zone Natura 2000 et Greenpeace manifeste sur place contre la poursuite de ces travaux illégaux. Greenpeace décide d'aller en appel contre le jugement et porte plainte contre Sotel pour non respect de l'autorisation ministérielle: lors de la manifestation on découvre que sur une longueur de 150 mètres l'emprise dépasse à plusieurs endroits la largeur fixée par l'autorisation ministérielle.

Scandale suivant: en mai les travaux de construction de la ligne haute tension reprennent dans la zone Natura 2000 sans autorisation des communes de Differdange et Sanem. Les travaux illégaux sont arrêtés et Greenpeace introduit une nouvelle plainte contre Sotel.

Une victoire importante: en juillet 2010 la Cour administrative reconnaît à l'association Greenpeace l'intérêt d'agir en justice pour contester une décision ministérielle. Le recours de Greenpeace de novembre 2008 doit être traité sur le fond par le tribunal administratif.

Les plaidoiries du recours contre l'autorisation ministérielle ont eu lieu fin 2010. En attendant une



© Daniela Pichler/Greenpeace

Au cours de plusieurs actions, les militants de Greenpeace ont empêché la poursuite des travaux de construction de la ligne à haute tension en 2010.



Eine Renaissance der Atomindustrie?

Weltweit kämpft die Atomindustrie mit dem Überleben, indem sie versucht neue Reaktoren zu bauen, oder Reaktoren an Entwicklungsländer zu verkaufen. Eine Renaissance der Nuklearenergie steht aber dem Ausbau der erneuerbaren Energien im Weg – Geld das in Atomreaktoren gesteckt wird, kann nicht in Energieeffizienz und in erneuerbare Energien investiert werden – und die Atomindustrie kann auch keinen wesentlichen Teil gegen den Klimawandel beitragen.

Weltweit regt sich aber auch der Widerstand gegen einen Ausbau der Nuklearindustrie. Dies haben unter anderem die massiven Proteste gegen die Laufzeitverlängerungen in Deutschland gezeigt.

In Luxemburg konnte der Bau einer neuen Hochspannungsleitung, welche das Luxemburger Stromnetz ans französische Netz anbinden soll, um Atomstrom zu importieren, im letzten Jahr erfolgreich verzögert werden. Ob die Leitung definitiv verhindert werden kann, wird sich dieses Jahr zeigen: demnächst wird das Verwaltungsgericht über einen Rekurs von Greenpeace gegen die ministerielle Genehmigung für den Bau dieser Leitung entscheiden. Greenpeace wird sich auch weiterhin verstärkt für einen Ausstieg aus der Atomenergie einsetzen.

Roger Spautz, Chargé des campagnes Energie et Climat et Forêts anciennes, Greenpeace Luxembourg

décision nous restons attentifs et prêts à défendre l'environnement et la nature. Aucune entreprise ne peut dicter sa loi et le gouvernement doit garantir le respect de ses propres lois, sur la protection de l'environnement. Les travaux sont actuellement suspendus.



© Daniela Pichler/Greenpeace



© Daniela Pichler/Greenpeace

Agrokraftstoffe: Gefahr für Klimaschutz und Artenvielfalt

Das Thema „Agrokraftstoffe“ ist für Luxemburg von besonderer Brisanz. Luxemburg ist verpflichtet, bis zum Jahr 2020 11% seines Energieverbrauchs durch erneuerbare Energien zu decken. Der im August 2010 vom verantwortlichen Wirtschaftsminister vorgestellte nationale Aktionsplan sieht vor, etwa 50% dieses Ziels durch die Beimischung von Agrokraftstoffen zu Diesel und Benzin zu erreichen. Ursache für dieses mehr als fragwürdige Ziel ist der enorme Anteil des Verkehrssektors am nationalen

Le gouvernement luxembourgeois n'éprouve aucun scrupule à suivre la politique européenne en matière d'agrocarburant sans se préoccuper des dommages causés aux forêts tropicales et à la protection du climat. Il compte même sur une augmentation de 10% de la teneur en agrocarburants dans le diesel et l'essence pour couvrir son objectif en matière d'énergie renouvelable. Le ministre Jeannot Krecké a annoncé que le Luxembourg ne veut utiliser que des agrocarburants «durables». Mais la certification du caractère durable des agrocarburants ne correspond à l'heure actuelle qu'à un bout de papier sans autre valeur que celle d'apporter une bonne conscience verte aux politiciens et à l'industrie.

Martina Holbach

Energieverbrauch, hervorgerufen durch den sogenannten „Tanktourismus“.

Immer mehr Agrokraftstoff-Produzenten greifen auf Importware aus Übersee zurück, z.B. Soja- und Palmöl. Der europäische Energiehunger führt dazu, dass u.a. Ölpalmlantagen und Sojafelder immer weiter in Urwaldregionen vordringen. Die Abholzung der Urwälder, z.B. in Indonesien oder Argentinien, ist eine ökologische Katastrophe: riesige Mengen an klimaschädlichen Gasen werden dadurch freigesetzt. Viele Tierarten, wie z.B. Sumatra-Tiger oder Orang-Utan, sind durch die Zerstörung der Wälder vom Aussterben bedroht.

Aktion im Juli 2010 vor dem Wirtschaftsministerium, um den Minister darauf hinzuweisen, dass Agrokraftstoffe eine Gefahr für Artenvielfalt und Klimaschutz darstellen.



© Greenpeace

Greenpeace hat im vergangenen Jahr Dieselproben auf ihren Gehalt an Agrokraftstoffen analysieren lassen. Das Ergebnis: die Luxemburger Verbraucher müssen mittlerweile davon ausgehen, dass sie mit jeder Tankfüllung Agrokraftstoffe auf Basis von Palmöl, Sojaöl und Rapsöl tanken.

Damit die europäischen Agrokraftstoffziele erreicht werden, muss eine Fläche von bis zur 27 fachen Größe Luxemburgs in intensive Ackerkulturen oder Plantagen umgewandelt werden. Durch diese Landnutzungsänderung muss mit zusätzlichen Treibhausgasemissionen in Höhe von bis zu 56 Millionen Tonnen Kohlendioxid gerechnet werden. Fazit: Die Treibhausgasbilanzen der Agrokraftstoffe sind um bis zu 167 Prozent schlechter als diejenigen fossiler Kraftstoffe! Das entspricht bis zu 26 Millionen zusätzlichen Autos auf europäischen Straßen bis 2020.

Agrokraftstoffe sind keine Lösung, weder für die Energieversorgung des Transportsektors noch für den Klimaschutz. Die Agrokraftstoffziele der EU müssen deshalb revidiert werden. Greenpeace fordert statt dessen, den Treibstoffverbrauch der Fahrzeuge zu drosseln und zukunftsfähige Mobilitätskonzepte auf Basis eines verstärkten Öffentlichen Personennahverkehrs zu schaffen.

Durch die Zerstörung der Urwälder zum Anbau von Ölpalmlantagen sind viele Arten, wie zum Beispiel der Orang-Utan vom Aussterben bedroht.



© Markus Mauthe/Greenpeace

Victoire sur «Amflora», la patate OGM trop chaude!



© Emma Stoner/Greenpeace

Le 2 mars 2010, la Commission européenne a autorisé la culture dans l'UE de la pomme de terre OGM «Amflora» développée par BASF. En pleine année internationale de la biodiversité, la Commission Barroso II autorise dans le cadre de l'une de ses toutes premières décisions la culture d'une pomme de terre génétiquement modifiée, ce qui constitue la première autorisation de ce type depuis 1998! Autorisation donnée, malgré les évidences scientifiques relatives au risque de résistances aux antibiotiques.



Kleines Land ganz gross!

2010 ließ Luxemburg auf Worte Taten folgen. Verbot der Gen-Kartoffel „Amflora“ und im gleichen Dossier, Klage gegen die europäische Kommission. Schulrestaurants bevorzugen gentechnikfreie Zutaten. Hut ab, werte Minister! 2011 werden wir erneut auf Sie zählen um unsere Teller und Felder vor Genetisch Veränderten Organismen (GVO) zu bewahren!

Maurice Losch, Gentechnik Campaigner, Greenpeace Luxembourg

Greenpeace Luxembourg a agit en demandant au Ministre de la Santé d'interdire «Amflora» au Luxembourg. Le 16 mars, suite au travail de Greenpeace

décision de la Commission européenne d'autoriser «Amflora». Fruit d'un travail juridique européen de Greenpeace, initié à partir du Luxembourg.

Mobilisation historique: Première Initiative Citoyenne «1 million de voix pour un avenir sans OGM»

L'actuelle procédure d'évaluation des OGM n'est pas à la hauteur. Des effets à long terme des OGM sur la santé et l'environnement ne sont pas suffisamment pris en compte. Au lieu de se soucier de la sécurité alimentaire et de l'intérêt public, la Commission européenne préfère donner la priorité aux intérêts de l'industrie agro-chimique et d'autoriser des OGM – «Amflora» n'est qu'un exemple.

Greenpeace agit au niveau européen! Le 25 et 26 mars le «Tour d'Europe pour un avenir sans OGM» a pris son Grand Départ à Luxembourg-Ville, capitale européenne sans OGM. Greenpeace lançait ainsi au Luxembourg sa campagne européenne 2010 pour une Europe sans OGM. Ceci en présence des Ministres luxembourgeois Mars Di Bartolomeo (Santé), Marco Schank (Développement Durable), Romain Schneider (Agriculture), Kumi Naidoo, Directeur de Greenpeace

et de ses partenaires de l'Initiative «Luxembourg sans OGM», la Chambre des Député-e-s a voté à l'unanimité une motion, également soutenue par le Gouvernement qui demande un moratoire sur l'autorisation d'OGM dans l'UE.

Le 16 juin 2010, le Ministre de la Santé, Mars Di Bartolomeo a annoncé lors d'un colloque scientifique sur la sécurité alimentaire et devant de hauts représentants de l'EFSA, l'agence de sécurité alimentaire qui avait donné un avis favorable à l'autorisation d'«Amflora», que le Luxembourg est, après l'Autriche, le deuxième Etat membre de l'UE qui a interdit la pomme de terre OGM «Amflora». Greenpeace félicite le Ministre de la Santé de cette décision. C'est un signe politique fort envers la Commission européenne qui est déterminée à imposer les OGM en Europe.

Le 15 septembre la Hongrie, l'Autriche, la France et le Luxembourg sont revenus à la charge et attaquent devant la Cour de Justice Européenne la

International, et Lalita Ramdas, Présidente du Conseil d'Administration de Greenpeace International.

Peu après Greenpeace et Avaaz ont lancé la première Initiative Citoyenne de l'histoire de l'UE. Fin novembre, 1,3 million de citoyens européens avaient signé la pétition «1 million de voix pour un avenir sans OGM», dont 5 150 du Luxembourg. La veille de la remise officielle de la pétition à Bruxelles, le Ministre de la Santé du Luxembourg, Mars Di Bartolomeo a apporté son soutien officiel à la pétition. Dans une lettre le Ministre encourage le Commissaire européen chargé de la Santé et en charge des dossiers OGM, John Dalli, à donner une suite favorable à cette première Initiative Citoyenne et à respecter un moratoire sur les autorisations d'OGM dans l'UE!



Le 26 mars 2010 Greenpeace lance en présence des Ministres de la Santé, du Développement durable et de l'Agriculture, le «Tour d'Europe pour un avenir sans OGM»

Mon menu, je le veux sans OGM!

Les restaurants scolaires favorisent les produits sans OGM

Semaine thématique
du 11 au 15 octobre 2010

Début 2010 Greenpeace Luxembourg et les organisations de l'Initiative «Luxembourg sans OGM» ont entamé une collaboration avec la Ministre de l'Education nationale, Mady Delvaux-Stehres pour déclarer les restaurants scolaires «sans OGM». Le 11 octobre, lors d'une conférence de presse commune la Ministre a finalement déclaré que dès la rentrée scolaire 2010 les restaurants scolaires favorisent les produits sans OGM. Dans un premier temps les denrées alimentaires étiquetées comme contenant ou ayant été fabriqués à partir d'OGM sont bannies des menus. Greenpeace félicite la Ministre de

l'Education et Restopolis d'avoir pris cette décision dans l'intérêt du bien-être et de la santé des élèves.

Cependant un problème de fond reste à résoudre: depuis quelques années des matières fourragères OGM importées contaminent actuellement la chaîne alimentaire. Le lait, la viande et les œufs issus de l'agriculture conventionnelle n'apportent actuellement aucune garantie «sans OGM» (*). En Europe, donc, aussi au Luxembourg, des produits végétaux contenant plus de 0,9% d'OGM doivent être étiquetés «OGM». Mais il n'existe actuellement aucune obligation d'étiquetage pour les produits issus de la production animale. Afin de trouver une solution à cette problématique, l'Initiative «Luxembourg sans OGM», dont fait partie Greenpeace, a entamé au printemps des négociations avec les acteurs du secteur agro-alimentaire. En automne le Ministre de l'Agriculture, Romain Schneider, a annoncé la création d'une filière et d'un label «Nourri sans OGM» au Luxembourg au printemps 2011. Le consommateur pourra alors choisir en toute transparence!

(* Note: Les produits «bio» sont tous sans OGM.

L'activisme n'est pas un crime!

Depuis sa création, Greenpeace utilise la protestation non-violente pour dénoncer des atteintes à l'environnement et pour proposer des solutions. Dans une démocratie, l'individu concède d'abord une part de son pouvoir à l'État, mais doit aussi savoir obéir à sa conscience en s'opposant à des règles injustes. Greenpeace veut aussi se donner les moyens de faire évoluer le droit de l'environnement. C'est pour cette raison que l'on doit parfois aller en justice, une démarche destinée à provoquer les changements et les adaptations nécessaires de la loi et de la politique gouvernementale.

L'année 2010 a été marquée par deux importantes victoires, qui auront une influence remarquable pour la politique et la jurisprudence luxembourgeoises, mais aussi pour les ONGs et la protection de l'environnement au Luxembourg.

Le droit d'accès aux informations

La Cour Administrative a confirmé le jugement de première instance et a ainsi ordonné au Ministre de l'Economie Jeannot Krecké de transmettre à Greenpeace les informations environnementales contenues dans l'étude «Cegedel Netzstudie». Fin août 2009, Greenpeace Luxembourg avait introduit un recours contre le Ministre auprès du Président du Tribunal administratif pour avoir accès aux

informations environnementales contenues dans l'étude «Cegedel Netzstudie 2025; Elektrowatt-Ekono, Juni 2004». Ce jugement est une grande avancée dans le domaine pour l'accès aux informations environnementales. Les données permettant d'élaborer les stratégies de la politique énergétique seront désormais accessibles au public.

Le droit d'agir en justice

Avant le quinze juillet 2010, il était constant de la part des juridictions administratives de considérer comme irrecevables toutes les requêtes adressées par des associations de défense de l'environnement pour défaut d'intérêt à agir. La jurisprudence administrative refusait systématiquement le droit d'agir des associations contre les autorisations délivrées par le ministre de l'Environnement tout comme contre les décisions administratives individuelles.

En reconnaissant à l'association Greenpeace un intérêt à agir en justice pour contester une décision ministérielle, la Cour administrative a pris ses responsabilités et a comblé un vide juridique laissé en l'état par le législateur. Cet arrêt ouvre dorénavant l'accès à la justice aux associations et en tout état de cause, un accès complet pour les associations de protection de l'environnement agréées au niveau national.

Greenpeace estime le verdict rendu dans l'affaire des «Tokyo Two» injuste et qu'il jette une ombre sur la démocratie et la liberté d'expression et d'association. Les deux militants de Greenpeace, poursuivis en justice pour avoir dénoncé des malversations dans le programme gouvernemental japonais de chasse à la baleine ont été condamné à un an de prison avec sursis.



© Philip Reynaers / Greenpeace

Nucléaire – un an de controverses

Allemagne: une mobilisation citoyenne massive contre le nucléaire et ses déchets

Sous haute protection policière, 11 camions chargés de déchets radioactifs allemands, retraités en France à l'usine de La Hague, ont rallié Gorleben, dans le nord de l'Allemagne, après 91 heures de trajet en train. Jamais un tel transport n'aura connu un tel retard, une telle opposition. L'industrie nucléaire a dû faire face à une mobilisation d'une ampleur sans précédent, à laquelle Greenpeace a pris part. Les Allemands ont indiqué clairement, de façon non-violente et à haute voix qu'ils étaient opposés à cette technologie obsolète et dangereuse.

Les déchets nucléaires, une voie sans issue

L'industrie nucléaire avance depuis cinquante ans d'une manière irresponsable: elle pilote l'énergie de l'atome le pied sur l'accélérateur, sans se soucier du sort des sous-produits empoisonnés qu'elle génère: les déchets radioactifs. Ce convoi a symbolisé à lui seul la voie sans issue que représente

le nucléaire: aucune solution définitive n'existe pour les déchets nucléaires. Greenpeace demande l'abandon progressif du nucléaire: afin de gérer la crise des déchets nucléaires que nous avons déjà produits, la solution est d'arrêter de produire de nouveaux déchets, et de développer les énergies propres et l'efficacité énergétique.



© Bente Stachowske / Greenpeace

Novembre 2010 - MOBILISATION

Tous les composants de la société, des jeunes enfants aux octogénaires, ont rejoint le mouvement d'opposition contre le nucléaire.

Ozeane – der Kampf gegen die leeren Meere

ERFOLG

Pazifischer Ozean – ein Meeresschutzgebiet größer als Indien.

Nach jahrelanger Kampagnenarbeit endlich ein Grund zum Feiern: Greenpeace gratuliert einer Gruppe von acht Inseln im Pazifik, nordöstlich von Australien, die beschlossen haben, rund um ihre Hoheitsgewässer eines der größten Meeresschutzgebiete einzurichten. Von Januar 2011 an ist in dieser Zone die industrielle Ringwadenfischerei verboten. Dies wird vielen Jungfischen, Meerschilddrüsen und Haien das Leben retten.



© Alex Hofford / Greenpeace

Viel zu viele Jungfische, wie dieser Thun, landen noch im Netz, ohne dass sie die Chance hatten sich fortzupflanzen.

Walschützer: Freiheit, aber keine Gerechtigkeit.

Im April 2008 gelang es zwei japanischen Greenpeace-Mitarbeitern, einen großen Unterschlagungs- und Korruptionsskandal im japanischen Walfangprogramm aufzudecken.

Doch die Untersuchung des Skandals wurde eingestellt und statt dessen die beiden Walschützer vor Gericht gestellt. Zwei Jahre dauerte der Prozess gegen die beiden Aktivisten Junichi Sato und Toru Suzuki, weil sie ein Walfleischpaket als Beweismittel vorübergehend an sich genommen hatten.

Im September 2010 wurde das Urteil verkündet: ein Jahr Haft wegen Diebstahl und Hausfriedensbruch, ausgesetzt auf drei Jahre Bewährung. Damit hat das Gericht die Hintergründe der Tat – das Sicherstellen einer Kiste Walfleisch als Beweismittel – völlig unbeachtet gelassen. In einer Stellungnahme bezeichnete sogar der UNO-Menschenrechtsrat das Aufdecken des Skandals im öffentlichen Interesse und somit als gerechtfertigt. Zudem habe die japanische Justiz gegen einige Punkte der UN Menschenrechtsrat verstoßen.

Umweltgifte – Folgen der Verantwortungslosigkeit

Die chemische Belastung kennt keine Grenzen und schreitet voran: Wir sind schon im Alltag ca. 100.000 Industrie-Chemikalien ausgesetzt. Die Anzeichen häufen sich, dass unsere Gesundheit und unsere Fortpflanzung davon beeinträchtigt werden.

Chemiekatastrophen wie Bhopal und Seveso sowie kürzlich die Rotschlamm-Verseuchung in Ungarn und Ök Katastrophen im Golf von Mexiko, in Dalian (China) und anderswo haben gezeigt, dass es auch im 21. Jahrhundert in modernen Industrien immer wieder zu Industrie-Unfällen mit verheerenden Auswirkungen kommen kann. Oft ist als Ursache das Profitstreben der Konzerne und daraus resultierende mangelnde Investitionen in Sicherheitsstandards bzw. Missachtung von Vorsichtsmaßnahmen auszumachen.

Greenpeace fordert deshalb internationale Regeln zur Unternehmensverantwortung und Schadenshaftung.



© Waltraud Holzfeind / Greenpeace

Oktober 2010 – UNTERSUCHUNG

Der giftige und stark ätzende Rotschlamm, Abfallstoff aus der Aluminiumproduktion, überschwemmte fruchtbares Ackerland und gefährdete Vegetation und Trinkwasserversorgung in Westungarn. Greenpeace-ExpertInnen aus Ungarn, Österreich und der Slowakei brachen sofort zum Unglücksort auf, um das tatsächliche Ausmaß der Schäden und Gefahren zu messen und zu dokumentieren.

Forêts – des avancées face à la destruction

Action de Greenpeace devant la siège de Nestlé à Amsterdam.



© Greenpeace / Gerard Til

Sinar Mas est le premier producteur d'huile de palme en Indonésie, qui détruit et continue de détruire des forêts tropicales et des tourbières en Indonésie, ceci via ses différentes filiales de production d'huile de palme et de pâte à papier.

L'Union européenne interdit l'arrivée de bois illégal sur son territoire.

Il s'agit là du résultat de plus de dix années de campagne, au cours desquelles nous avons alterné actions sur le terrain et lobby auprès des gouvernements. Cette loi, qui devra encore être améliorée au fil du temps, devrait néanmoins laisser un peu de répit aux forêts anciennes pillées sans scrupules par les compagnies forestières qui n'hésitent pas à exporter le bois en toute illégalité vers l'Europe. Avant d'arriver à ce résultat, Greenpeace aura mené de nombreuses actions pour dénoncer les importations de bois illégal.



Action au port d'Anvers contre l'importation du bois illégal provenant du Congo en 2010

© Greenpeace / Philip Reynaers

En septembre 2010, la chaîne de restaurants américaine Burger King a déclaré qu'ils n'achèteraient plus d'huile de palme au producteur indonésien Sinar Mas ou à ses filiales.

VICTOIRE

VICTOIRE

Finances 2010

Greenpeace est une des seules ONG au Luxembourg qui est totalement indépendante de tout apport financier de l'Etat, des pouvoirs publics et des groupes industriels, financiers et commerciaux. Notre budget repose entièrement sur les contributions de ses membres. Cette indépendance est la garantie absolue de notre totale liberté d'action et de prise de position.

Recettes de Greenpeace en 2010

Cotisations : 613 379,96 € (80,2%)

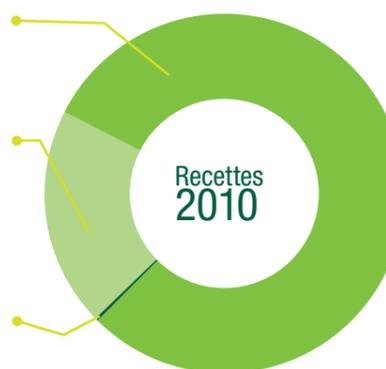
80,2% des recettes de Greenpeace proviennent de dons réguliers, sous forme d'ordre permanent ou de cotisation annuelle.

Autres dons : 151 161,08 € (19,7%)

De nombreux membres donateurs apportent un soutien supplémentaire aux activités générales de Greenpeace ou à des projets de campagnes spécifiques. Certains membres ont aussi pensé à Greenpeace lors d'événement particulier (décès, naissance, mariage, communion, jubilé...)

Intérêts : 469,73 € (0,1%)

Greenpeace Luxembourg détient des réserves couvrant au maximum 3 mois de ses dépenses courantes. Ces fonds sont placés sur un compte d'épargne afin d'être disponibles à tout moment.



Dépenses de Greenpeace en 2010

Dépenses totales pour les campagnes : 474 570,76 € (62%),
soit 62% du budget annuel 2010

dont campagnes menées au niveau national : 351 570,76 € (47%)

Lutte contre le changement climatique: 54%, Luxembourg sans OGM 13%, autres campagnes 2%, Actions et Communications 31%.

et campagnes internationales : 123 000,00 € (16%)

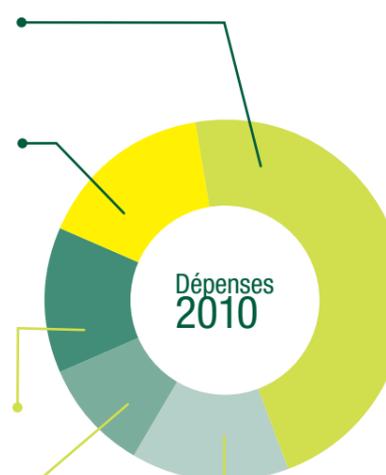
Par le biais d'un circuit de redistribution mis en place au niveau international, les bureaux des pays riches contribuent aux activités menées dans les pays du Sud et de l'Est (ex. ouverture de bureaux permanents en Afrique, protection des Océans en Inde, protection de l'Amazonie et des forêts tropicales en Asie du Sud-Est, instauration de réserves marines dans le Pacifique, campagne contre les décharges d'appareils électroniques en Asie et Afrique, Adaptation au changement climatique.)

Accueil, suivi et information des 9 102 membres donateurs : 103 142,74 € (13%)

Recrutement de 981 nouveaux membres donateurs : 80 725,43 € (10%)

En refusant toute convention avec l'Etat et les dons de l'industrie et des groupes commerciaux et financiers, Greenpeace garantit sa liberté d'agir en toute indépendance. Le revers de la médaille, cela nécessite des frais considérables pour faire connaître nos activités et augmenter le nombre de nos membres pour être plus fort.

Administration, gestion et coordination : 110 742,80 € (14%),
14% du budget annuel.



Vous pouvez adresser directement vos questions concernant les finances de Greenpeace Luxembourg à paul.delaunois@greenpeace.org.

Emission – 10: Mon pari climat

Um alle BürgerInnen für den Kampf gegen den Klimawandel zu sensibilisieren, wird die Kampagne „EMISSION -10“ eine Gruppe von 50 Haushalten aus den beiden Projektpartner-Gemeinden Roeser und Junglinster zusammenstellen: diese werden so ausgewählt, dass sie die Verschiedenartigkeit der Bevölkerung sowie der Behausung repräsentativ abdecken. Die Haushalte werden eine individuelle Betreuung erhalten, um ihre eigenen CO₂-Emissionen innerhalb des Jahres 2011 um mindestens 10% zu reduzieren. Das Erfolgsrezept: es handelt sich um praktische und alltägliche Handlungen, die jeder einfach durchführen kann. Mehr Informationen zum Projekt finden Sie unter www.emission-10.lu



Halte aux pirates du poisson!

La réforme de la Politique Commune des Pêches (PCP) est annoncée pour 2011-2013 par les instances européennes. Greenpeace Luxembourg demande au Ministre de l'Agriculture et de la Pêche du Luxembourg, Romain Schneider, de s'engager pour que l'Union européenne fixe les quotas de pêche à un niveau qui ne met pas en danger la biodiversité et la survie des espèces marines. Même si le Ministre luxembourgeois a déclaré face à Greenpeace, être «l'ami des poissons», la bataille européenne pour la sauvegarde de la biodiversité marine s'annonce dure pour 2011 et est loin d'être gagnée!



© Paul Hilton / Greenpeace

Un nouveau navire pour Greenpeace: Le rainbow warrior III

L'histoire de Greenpeace a toujours été étroitement liée à sa flotte et à la mer. Le Rainbow Warrior est sans doute le plus célèbre de ses navires. Son nom est tiré d'une prophétie indienne d'Amérique du Nord qui a eu une grande influence sur l'équipage du Phyllis Cormack lors de la toute première expédition de l'association.



© Oliver Tjaden / Greenpeace

Le Rainbow Warrior III sera achevé en 2011, pour le quarantième anniversaire de la fondation de Greenpeace. Ce nouveau navire viendra remplacer le Rainbow Warrior II, au service des campagnes de Greenpeace depuis 1989. Il sera équipé des dernières technologies vertes, ce qui lui permettra d'être utilisé lors des actions contre la plus grande menace pour les océans et la planète: les changements climatiques.

COP 17

Durban en Afrique du Sud va accueillir la 17ème rencontre, de la Conférence des Parties (COP17) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, en novembre 2011.

Les gouvernements du monde doivent choisir si à Durban ils vont faire le virage vers un avenir «fait» d'énergie propre dont ils ont besoin, ou s'ils vont continuer à protéger le status quo, risquant le chaos climatique et ses conséquences économiques, sociales et environnementales. Le changement climatique menace d'avoir des impacts catastrophiques et comme le Protocole de Kyoto expire en 2012, le temps d'une rhétorique vide s'est terminé.



© Elizabeth Ruiz / Greenpeace

IMPRESSUM
Publié par:
GREENPEACE LUXEMBOURG

B.P 229 L-4003 Esch/Alzette
Tél.: + 352 54 62 52-1
Fax: + 352 54 54 05
CCPL LU51 1111 0893 0060 0000
www.greenpeace.lu
greenpeace@pt.lu

Rédaction: Daniela Pichler
Ont collaboré à ce rapport
annuel: Paul Delaunois, Petra
Matthes, Martina Holbach,
Maurice Losch et Roger Spautz

Conception et réalisation:
Bizart
Impression:
Imprimerie Centrale

Imprimé sur papier 100% recyclé
blanchi sans chlore